



## COMMUNIQUE DE PRESSE RELATIF AU DEPLOIEMENT DE QUELQUES OBSERVATEURS POLICIERS ONUSIENS AU BURUNDI.

1. Ce vendredi 1<sup>er</sup> avril 2016, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a pris une résolution en faveur du déploiement d'une présence onusienne de quelques dizaines de policiers pour renforcer la capacité des Nations Unies de surveiller les conditions de sécurité et celle de promouvoir le respect des droits de l'homme au Burundi.
2. Le CNARED-GIRITEKA est surpris par le caractère dérisoire du remède proposé au regard de la gravité du mal imposé par Monsieur Pierre Nkurunziza au peuple martyr du Burundi.
3. En effet comment est-ce qu'une poignée d'experts peut-elle stopper la saignée qui vide le Burundi de ses forces vives, obligées de s'exiler pour ne pas finir dans des fosses communes? Le régime honni de Nkurunziza sait bien que les tortures inhumaines et les exécutions extra-judiciaires s'opèrent la nuit, dans des sinistres endroits connus des seuls escadrons de la mort, loin des hôtels de luxe qui hébergeront ces experts. Voilà pourquoi le régime de facto de Bujumbura a applaudi des deux mains cette faible résolution proposée par la France, avec une nuance mineure concernant les effectifs.
4. Le CNARED-GIRITEKA salue la visite au Burundi de Monsieur Tom Malinowski, Sous-Secrétaire d'Etat américain pour la Démocratie et les Droits de l'Homme qui vient de dénoncer à juste titre « **la situation extrêmement grave dans laquelle se trouve le Burundi** ». Sa sonnette d'alarme devrait inspirer le Conseil de Sécurité dans la prise des mesures à la hauteur du drame que Monsieur Tom Malinowski vient d'observer au Burundi ; la réponse à la gravité de cette situation ne saurait être le déploiement de quelques policiers.
5. Le CNARED-GIRITEKA rappelle qu'il est du devoir du Conseil de Sécurité des Nations Unies de préserver la paix dans le monde, en envoyant dans les pays où des rivières de sang coulent une force de maintien de la paix et non des policiers-observateurs. A cet égard, à défaut d'une force onusienne, le Conseil de Sécurité devrait plutôt relancer et appuyer l'initiative de l'Union Africaine d'un déploiement de 5000 militaires au Burundi.

6. Face à une crise politico-sécuritaire profonde qui risque d’embraser toute la région, le CNARED-GIRITEKA demande une fois de plus au Conseil de Sécurité des nations Unies d’imposer des négociations entre le Gouvernement de facto de Bujumbura et l’opposition.

Fait à Bruxelles, le 02 avril 2016

Pour le CNARED-GIRITEKA

Pancrace Cimpaye



Porte-parole Adjoint.